

Langues et Langage

Volume 1 – N°1

Aspects de la variation linguistique au Maroc

Terminologie juridique entre l'arabe et le français : quels écarts culturels ? cas de *La Moudawana*

Hayat BENTALEB

Edition électronique
ISSN : 2550-6498

Edition imprimée
Dépôt légal : 2017PE0076
ISSN : 2550-648X

Publications de la
Faculté des Lettres et des Sciences Humaines
et du
Centre Universitaire de Langues et Communication
Université Mohammed Premier Oujda, Maroc

Terminologie juridique entre l'arabe et le français : quels écarts culturels ? cas de *La Moudawana*

Hayat BENTALEB

Laboratoire : Linguistique Générale et Didactique du FLE

Faculté des lettres et des sciences humaines

Université Mohammed Premier

Oujda, Maroc

Résumé

Chaque terme juridique se caractérise par sa haute technicité qui résulte de la relation de complémentarité entre la langue juridique et le système des valeurs du pays. Le texte juridique, comme produit, est le concentré d'une histoire, d'une religion et des pratiques sociales. Cela veut dire que dans le domaine juridique, la culture constitue l'arrière-plan du terme, ce qui fait que toute dissociation entre sens et culture demeure réfutée. Par ailleurs, la traduction juridique ne se limite pas à transmettre uniquement un message d'une langue à une autre mais il s'agit d'une transition d'un système juridique à un autre voire d'une culture à une autre. Dans ce cadre, l'analyse des termes tirés de la *Moudawana* et leurs équivalents dans le système juridique français permettent d'une part, de dégager les contrastes sémantiques et d'autre part d'identifier les facteurs linguistiques et sociaux dus aux écarts culturels.

Mots-clés

langue juridique - traduction juridique - la *Moudawana* - contraste sémantique - écart culturel

Abstract

Each legal system is characterized by its high technical nature resulting from the complementary relationship between the legal language and the country's system of values. The legal text, as product, is the concentration of a history, religion and social practices. This means that in the legal field culture constitutes the background of any legal term; therefore, any disassociation between meaning of the term and its culture remains refuted. However, legal translation is not only limited to transmitting one message from one language to another, but also it is a transmission of a legal system and its culture as well. In this context, the analysis of the terms derived from *the Moudawana* and their equivalents in the French legal system will allow on the one hand finding out the semantic contrasts and on the other hand to identify the linguistic and social factors caused to the cultural gap.

Keywords

legal language - legal translation - the *Moudawana* - semantic contrast - cultural gap

Introduction

La langue juridique est l'une des langues de spécialité les plus complexes, un système linguistique réservé à un domaine de spécialité, celui du droit. Elle prouve, quelle que soit la nature du texte juridique, judiciaire ou jurisprudentiel, sa particularité sur plusieurs niveaux : phraséologique, stylistique, discursif et, aussi, terminologique (Sorioux & Lerat, 1992, p. 26). Cette singularité renvoie à des valeurs socioculturelles et philosophiques destinées à répondre aux aspirations spécifiques d'une communauté donnée.

Gémar explique la nature normative du texte juridique : « le droit exprime cette norme de diverses façons, par la loi, le jugement et l'acte juridique. Chacun de ces textes est rédigé selon des formes que ne peut confondre entre elles » (Gémar, 2002, p. 166). C'est pourquoi l'ampleur et la gravité de la perte du sens ne sont pas les mêmes pour un autre genre textuel tel que le texte littéraire.

En effet, le droit est par essence une science sociale où la coutume, comme ensemble de mœurs et de modes d'organisation sociale, constitue une source. Chaque terme juridique se caractérise par sa haute technicité dont le trait culturel est omniprésent. Par ailleurs, le problème de la terminologie juridique résulte de la relation de complémentarité entre la langue juridique et le système juridique du pays, car « derrière chaque terme juridique, c'est toute une culture juridique qui transparaît » (Terral, 2004, p. 9). C'est ce découpage de la réalité qui impose le choix d'un terme au détriment d'un autre.

Dans ce cadre, la traduction juridique ne se limite pas à transmettre uniquement un message d'une langue à une autre, mais il s'agit d'une transition d'un système juridique à un autre voire d'une culture à une autre.

Quoique rebattu, ce sujet reste un problème qui est loin d'être résolu, d'où l'intérêt de ce travail qui tend à porter plus de lumière sur les écarts culturels entre le système juridique marocain et celui français en matière de droit de la famille.

Alors, quels sont les principaux obstacles rencontrés lors de la traduction juridique de l'arabe (LS) vers le français (LC) ? Les efforts d'adaptation permettent-ils de conserver les spécificités culturelles du

terme juridique ? Et enfin, quels sont les facteurs linguistiques et sociaux qui expliquent ces écarts culturels ?

Pour répondre à l'ensemble de ces questions, nous procédons à analyser, sur la base d'exemples concrets, plusieurs catégories de termes juridiques, comme les nomme Terral, «culturellement marqués» qui posent un problème lors du passage d'une langue à une autre, sauf qu'une esquisse notionnelle s'impose.

1. Le droit en tant que phénomène social

Le droit renvoie à «l'ensemble des règles de conduite socialement édictées et sanctionnées, qui s'imposent aux membres d'une société donnée » (Cornu, 2010, p. 133). Il est perçu comme un phénomène social qui met en jeu trois éléments déterminants : le droit comme norme, l'homme comme législateur mais aussi justiciable et la société en tant que contexte de la mise en œuvre de la philosophie juridique.

Le texte juridique comme produit, est le concentré d'une histoire, d'une religion et des pratiques sociales. Il présente trois caractéristiques qui le distinguent des autres textes : il s'agit d'un « texte normatif disposant d'un style et d'un vocabulaire particuliers» (Gémar, 1990, p. 86).

La norme renvoie à la substance fixée par le législateur. Cette norme a besoin d'une forme qui peut se varier entre le texte de loi, le jugement et l'acte juridique, en se servant d'une batterie terminologique sélective appropriée au domaine juridique.

En tant que science sociale, le droit est profondément influencé par le contexte sociohistorique dans lequel il évolue. Il génère dans chaque langue, dans chaque culture, une terminologie et une phraséologie propres. Dès lors, « la traduction juridique doit aussi assurer le passage entre ces éléments des diverses langues » (Bocquet, 1996, p. 71).

2. Traduire le droit ?

Tous les pays du monde n'ont pas les mêmes lois, c'est à travers la traduction que nous cherchons à faire coïncider un terme juridique avec celui du droit courant dans le pays du destinataire.

Il ne fait pas doute que rapprocher deux domaines si particuliers, à savoir le droit et la traduction, n'est pas une tâche évidente. Ainsi, convient-il de souligner qu'appréhender le sens d'un terme juridique, dans le processus traductif, ne se limite pas à saisir uniquement la

signification du terme, mais à chercher éventuellement la possibilité de le reproduire d'une manière acceptable dans une langue aussi bien linguistiquement que culturellement. Cela veut dire que dans le domaine juridique, la culture constitue l'arrière-plan du terme, ce qui fait que toute dissociation entre sens et culture demeure réfutée.

Contrairement aux termes littéraires, les spécificités du terme juridique notamment la clarté, la précision et la concision, accentuent les difficultés relatives à la traduction. Chaque terme juridique est le résultat d'une longue histoire et un vecteur de diversité culturelle.

En effet, lors de toute traduction juridique, le traducteur doit accorder un intérêt particulier à la dimension culturelle de l'objet juridique. Avant de se lancer dans l'opération traductive, le traducteur commence d'abord par étudier le terme dans sa dimension historique (diachronique), pour dégager tous ses particularismes culturels, avant de le reproduire dans son texte d'arrivée en synchronie.

L'une des grandes contributions d'Eugène Nida fut justement le fait d'avoir montré que pour traduire, il ne suffit pas de connaître les langues, mais qu'il est absolument nécessaire de connaître les habitudes, les mœurs, la civilisation de ceux qui nous parlent (Nida, 1986).

Néanmoins, parfois le traducteur juridique est confronté au problème de non-équivalence entre les termes de la langue source (LS) et ceux dans la langue d'arrivée (LA). Dans ce cas, il se trouve dans un dilemme : soit il cherche à interpréter la notion juridique telle qu'elle se trouve dans la langue de départ en utilisant les mots appropriés dans la langue d'arrivée, ce qui causerait une déperdition ou une déformation du sens du terme d'origine, soit il recourt simplement à une transcription phonétique pour préserver la charge linguistique et aussi culturelle du terme.

De ce fait, le transfert du contenu culturel d'un texte juridique se complexifie lorsqu'il s'agit de dénommer ces concepts dans une langue étrangère dotée de termes techniques qui réfèrent à des repères culturels et idéologiques différents. La principale difficulté de ce transfert relève des termes à fort contenu culturel. Dans cette situation, le traducteur doit jouer le rôle du médiateur entre les systèmes juridiques, les langues et les cultures qu'elles véhiculent.

3. Les écarts culturels dans les termes juridiques

L'objectif de notre propos est de déceler les interférences culturelles qui existent entre l'institution matrimoniale des deux

systèmes marocain et français. Certes, les deux systèmes reposent sur un certain nombre d'universaux communs tels que le mariage, le divorce et la succession, sauf que ces deux systèmes présentent aussi de grandes divergences liées à des écarts culturels et le choix des termes juridiques reste tributaire de la conception que chaque communauté attribue à ces notions. Il est donc possible de trouver des notions communes quant à la forme, mais distinctes quant au contenu.

3.1. Champ d'investigation

Notre intervention ne vise pas l'analyse de l'arsenal juridique dans sa totalité ; elle se focalise uniquement sur le vocabulaire du « droit de la famille marocain¹ » promulgué le 10 octobre 2004.

Notre choix n'est pas arbitraire, il s'explique par le fait que les dispositions du code de la famille désormais la *Moudawana*, sont le seul code fidèlement lié aux principes originaux de la culture maroco-musulmane.

Un droit de source religieuse et conforme au rite malékite, l'un des courants les plus conservateurs du droit musulman (Belhaj, 2008, p. 68). La *Moudawana* réfute toute forme de positivisme ou toute influence de la législation française.

3.2. Corpus

Par souci d'homogénéité et de représentativité, notre analyse s'applique à un corpus de termes juridiques culturellement marqués tirés de la *Moudawana*. Nous procédons alors à une analyse sémique des termes juridiques arabes et leurs équivalents français pour dégager les ressemblances et les divergences sémantiques explicables par des écarts culturels.

Ces aspects culturels ont été observés à partir de termes équivalents absents en français désignant parfois une réalité typiquement marocaine.

Nous cherchons, dans ce cadre, à unir la terminologie bilingue et à étudier des aspects culturels sous-jacents à quelques termes dans le domaine du droit de la famille, en considérant le milieu socioculturel pour une plus grande compréhension.

¹. Appelé aussi « code du statut personnel marocain et de la succession »

3.3. Analyse et résultats

Analyser la terminologie du droit marocain de la famille traduit parfaitement la difficulté du rapprochement des deux systèmes juridiques, l'un religieux et l'autre laïc.

Pour ce faire, nous comparons la terminologie bilingue en nous basant sur les relations entre le terme et son équivalent tout en essayant de dégager les facteurs linguistiques, socioculturels et culturels.

Ces contrastes entraînent évidemment un certain nombre de difficultés pour le traducteur lorsqu'il procède au choix du terme convenable. Chaque système de droit découpe la réalité juridique comme il l'entend et, sur cette base, opte pour le choix d'un mot au détriment d'un autre pour définir un concept juridique particulier (Terral, 2004, p. 7).

Nous enchaînons directement avec le premier exemple :

| Terme juridique en Arabe (Langue source) | Transcription phonétique | Equivalent dans la langue française (Langue cible) |
|--|--------------------------|--|
| زواج | [zawaʒ] | mariage |
| نكاح | [nikaʔh] | |

Certes la notion de *mariage* (زواج) est universelle et elle renvoie à une union légitime de deux personnes, mais elle reste tributaire des traditions sociales de chaque communauté. Dans notre cas marocain, le mariage constitue le seul moyen légitime de tout lien familial.

Le premier terme [zawaʒ] détient un aspect civil alors que pour le second [nikaʔh], le mariage a certainement « revêtu un caractère religieux et il répond aux normes de la *charia* » (Naji El Mekkaoui, 2009, p.73), un aspect absent dans la culture française qui se limite à une connotation civiliste.

De cela, nous pouvons conclure que le terme même traduisible cache des différences significatives qui ne sont que les signes d'une divergence culturelle.

Même constat pour la notion de la dot qui constitue dans le droit marocain « une condition de validité du mariage » (Droit de la famille marocain, 2004, art. 24).

L'article 16 de la *Moudawana* définit le [sadaq] en tant que « bien donné par le mari et impliquant de sa part le ferme désir de contracter le mariage » (Droit de la famille marocain, 2004, art. 16), alors qu'en

système juridique français la dot désigne l'ensemble des « biens qu'une femme apporte en se mariant » (Le petit robert, 2009).

| Terme juridique en Arabe (Langue source) | Transcription phonétique | Equivalent dans la langue française (Langue cible) |
|--|--------------------------|--|
| صداق | [<i>ṣadaq</i>] | Dot |
| مهر | [<i>mahr</i>] | |

Nous remarquons que les deux termes [*ṣadaq*] et [*mahr*] qui renvoient à une notion bien précise dans la langue source (LS) ont un même équivalent dans la langue cible (LC), sauf qu'un aspect est perdu lors du transfert, celui de l'opération de donation. Dans les deux notions arabe et française, la dot désigne un bien matériel octroyé en vue de contracter un mariage mais les deux concepts divergent sur la partie donatrice. Alors qu'en droit musulman c'est la femme qui reçoit le bien, or en droit français c'est plutôt l'homme qui est la partie réceptrice.

Il va sans dire qu'un certain degré de perte de sens est inévitable dans la traduction des textes contenant des mots culturellement définis et qui désignent des éléments propres à la culture et institutions de la société de la langue source (LS). Ce phénomène est notamment ponctuel dans le cas du langage juridique puisque chaque pays a sa propre langue juridique qui représente la réalité sociale de son ordre juridique spécifique.

De cela, l'analyse du corpus nous a permis de regrouper les écarts culturels en trois catégories liées d'abord à la notion de l'autorité, les pratiques culturelles et la distinction entre le genre dans les deux communautés marocaine et française.

3.3.1. Notion de l'autorité

Le terme d'autorité renvoie au « pouvoir de se faire obéir » (Le petit robert, 2009). En droit musulman, le mari exerce une sorte d'autorité sur sa femme et sur ses enfants, qui sont à sa charge, en tant que chef de la famille.

Par ailleurs, le caractère dominant dans la culture marocaine n'est uniquement celui de puissance mais aussi de protection tandis que ce dernier paramètre est omis lors de la traduction. L'exemple qui illustre clairement cet aspect est le suivant :

| Terme juridique en Arabe (Langue source) | Transcription phonétique | Equivalent dans la langue française (Langue cible) |
|--|--------------------------|--|
| عصمة | [eɛɕma] | puissance |

L'écart culturel est flagrant, car le terme [eɛɕma] ne se limite pas à un seul caractère de puissance, mais il couvre également la notion de sauvegarde, de protection¹ et d'autorité.

De cela, l'adaptation culturelle se réalise par la modification d'un concept afin qu'il corresponde aux préférences et aux goûts d'un public cible, souvent défini par un héritage culturel.

3.3.2. Pratiques non existantes dans la civilisation de la (LC)

Beaucoup de pratiques coutumières existent dans la culture marocaine et demeurent absentes dans celle française, nous pouvons les illustrer par les exemples suivants :

3.3.2.1. خطبة [xeTba] : fiançailles

D'après la *Moudawana*, les fiançailles correspondent à « une promesse mutuelle de mariage » (Droit de la famille marocain, 2004, art 5). Dans la tradition marocaine, cette pratique conventionnelle est attestée par la pratique sociale à laquelle on attribue un caractère religieux par la lecture de la *Fatiha*². C'est ce rituel religieux qui donne effet aux fiançailles et qui fait la distinction entre la charge culturelle du terme en arabe et celui en français.

Or, dans la tradition française, la sacralité de l'acte de fiançailles se concrétise par la notion de promesse qui renvoie à un « engagement de contracter une obligation³ » (Le petit robert, 2009), un devoir à accomplir de la part des deux futurs époux.

De cela, nous remarquons que la notion خطبة se coïncide sur le plan juridique et change de forme dans les deux cultures marocaine et française, chose qui reflète, non pas, la divergence des systèmes culturels, mais le particularisme de chaque civilisation.

¹. Sur le plan étymologique, le mot [eɛɕma] vient du verbe [eɛɕama] عَصَمَ qui désigne protéger et prendre soin.

². Premier chapitre du coran

³. Elle peut désigner même parole d'honneur ou serment

3.3.2.2. رضاعة [ṛaḍaʿa] : Allaitement

Dans la culture musulmane, l'allaitement effectif à cinq reprises¹, implique l'interdiction de l'union conjugale entre les enfants allaités par une même femme. Or, « il ne constitue un empêchement au mariage que s'il a eu lieu effectivement au cours des deux premières années avant le sevrage » (Droit de la famille marocain, 20014, art 38). Par contre, selon l'ordre public français qui encourage les banques communes d'allaitement naturel, cette pratique constitue un système de pensée et de valeurs qui lui est étranger.

D'autres cas de figure peuvent s'ajouter à cette catégorie :

| Terme juridique en Arabe (Langue source) | Transcription phonétique | Equivalent dans la langue française (Langue cible) |
|--|--------------------------|--|
| عدة | [Eidda] | Retraite de continence |
| زواج المتعة | [zawaʒ al-mutʿa] | Mariage de jouissance |
| بناء | [binaʿ] | Consommation |
| لعان | [liʿan] | Serment d'anathème |

Dans ce cas, nous pouvons dire que la traduction de ces termes ne produit que « le reflet renvoyé par le miroir déformant du langage et de l'interprétation humaine » (Gémar, 1990, p.12), ce qui amène parfois le traducteur à recourir soit à la traduction littérale (mariage de jouissance), soit à chercher l'interprétation du terme juridique (serment d'anathème) ou recourir carrément à la transcription phonétique :

3.3.2.3 كفالة : [kafala]

La *kafala*, une institution du droit marocain qui a pour but la prise en charge d'un enfant pour une durée donnée sans pour autant être une adoption (*Attabani*) puisque cette dernière est prohibée par le système juridique marocain et elle « est juridiquement nulle et n'entraîne aucun des effets de la filiation parentale légitime. » (Droit de la famille marocain, 2004, art. 149).

En effet, cette pratique est considérée par certains comme une porte ouvrant sur une adoption légitime, cette notion n'a pas d'équivalent dans la culture juridique réceptrice française, mais prend d'autres aspects.

¹-Citée dans le Sahih Al-Boukhari ou Authentique de Al-Boukhari (t.6), p.126

Ainsi, nous pouvons déduire que tous ces termes juridiques sont liés aux connotations culturelles attachées aux mots de la langue d'arrivée qui font que chaque récepteur percevra le contenu du message à travers le prisme de ses propres références culturelles (Lavoie, 2002, p. 202).

3.3.3. Complémentarité vs égalité des époux

Malgré les appels des courants modernes contre le conservatisme, la prééminence et la domination maritale au sein du couple persistent, la femme se manifeste comme un être démunie qui a besoin de la protection de l'homme. L'exemple de ولي *waliy* (tuteur) concrétise cette supériorité.

Le mari continue à établir un rapport de suprématie envers sa femme. Or, en France, et en vertu de l'égalité des sexes, la suprématie n'a pas lieu et les devoirs conjugaux sont partagés entre les deux époux, principe corollaire au partage des biens. Ce clivage culturel démontre que la manière de répartition des obligations et des droits entre l'homme et sa femme obéit au principe de complémentarité.

Par ailleurs, les exemples qui précèdent montrent clairement que l'empreinte culturelle de certains termes juridiques pose des problèmes particulièrement épineux aux traducteurs des textes juridiques. La réception d'un terme juridique arabe lié au système juridique marocain n'est certainement pas une tâche facile et les divergences des deux systèmes au niveau culturel sont apparentes.

Ainsi, par le biais d'une démarche contrastive, les précédents développements confirment que les variations d'ordre terminologique s'expliquent par des raisons idéologiques et symboliques qui reflètent la tradition culturelle de chaque civilisation.

Conclusion

La dichotomie langue/culture octroie à la terminologie juridique un aspect particulier. Tout terme juridique ne peut pas être saisi en dehors du paramètre culturel, car le degré d'imbrication entre l'aspect linguistique et la dimension culturelle est élevé. On ne peut pas concevoir la langue juridique et la culture véhiculée séparément.

La langue juridique continue à être le miroir de l'évolution de chaque groupe social, elle constitue un patrimoine commun réservé à une communauté donnée. À la lumière des réalités juridiques distinctes de chaque pays, chaque terme peut contenir un sens différent tributaire

de chaque culture.

Ces interférences culturelles ont nécessairement une influence sur la réception du texte traduit. Elles découlent d'un héritage culturel propre à chaque groupe social. Or, malgré l'existence de termes juridiques équivalents, les notions qu'ils véhiculent peuvent être différentes, parfois même inexistantes.

Références bibliographiques

Belhaj, A. (2008). *La dimension islamique dans la politique étrangère du Maroc, déterminants, acteurs, orientations*. (Thèse de doctorat en sciences sociales et politiques, Louvain).

Bocquet, C. (1996). Traduction spécialisée : choix théorique et choix pragmatique, L'exemple de la traduction juridique dans l'aire francophone. *Parallèles*, 18, 67-76.

Cornu, G. (2010). Dictionnaire vocabulaire juridique, Paris : P.U.F.

Lavoie, J. (2002). Le discours sur la traduction juridique au Canada¹, *Meta : journal des traducteurs*, 47, 2, 198-210.

Naji El Mekkaoui, R. (2009) *La Moudawana (code de la famille), le référentiel et le conventionnel en harmonie*, le mariage et la filiation, (3^{ème} éd., Bourgrag, Rabat).

Terral, F. (2004). L'empreinte culturelle des termes juridiques. *Les Presses de l'Université de Montréal*, 49, 4, 707-984.